



CHATEAUBOURG
SAINT-MELAINE/BROONS-SUR-VILAINE

VILLE DE CHÂTEAUBOURG – DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE

ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 10/05/2023

N° 149 - 2023

REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT – Parking Bel Air

Le Maire de CHÂTEAUBOURG :

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de la Route annexé à l'Ordonnance n° 58.1216 et au Décret n° 58.1217 du 15 décembre 1958

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la Signalisation Routière

VU l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment son livre (8ème partie du 15 juillet 1974)

VU les risques encourus lors de travaux de raccordement en eaux usées pour l'évènement « Guinguette ».

CONSIDERANT que la sécurité des usagers et du personnel nécessite la mise en place d'un stationnement interdit et d'une modification de la circulation sur une partie du Parking Bel-Air.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les interdictions de stationnement et de circulation seront mises en place la journée du 11/05/2023.

Durant les travaux, le stationnement et la circulation sur les deux rangées de parking côté parc Bel Air seront interdits.

La société PIGEON TP s'engage à rétablir la circulation et le stationnement le plus rapidement possible dès les travaux terminés.

ARTICLE 2 : La signalisation sera mise en place par l'entreprise PIGEON TP et par la commune de Châteaubourg.

ARTICLE 3 : Tout véhicule en stationnement illicite sera considéré comme gênant et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 4 : La Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Châteaubourg, Monsieur le responsable de la Police Municipale, Monsieur le responsable des Services Techniques communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Châteaubourg, le 10/05/2023

**Pour LE MAIRE, l'adjointe aux Services Techniques
Aude de la VERGNE**

Notifié à l'intéressé(e)le :

Signature :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.